

## Il a dit

«Nous avons un ennemi politique: les Etats-Unis. Ils font tout pour que nous ne vendions rien»

**Serge Dassault** Propriétaire du groupe français Dassault Aviation



## Corbeille

7,27%

Des centaines d'investisseurs ont manifesté hier à Dacca, après une nouvelle chute de plus de 7,27% de la Bourse du Bangladesh. **AFP**

## Assistance

Tollé en Grèce

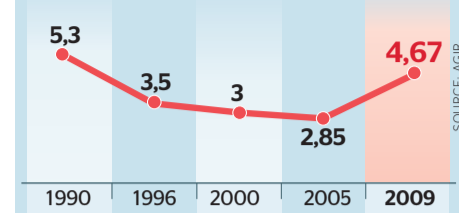
Bruxelles et le Fonds monétaire international ont jugé «regrettable» le tollé provoqué en Grèce par leurs demandes de privatisations, une des conditions auxquelles leur assistance financière est soumise. **AFP**

## Agriculture

Femmes à la barre

En 2009, 2765 exploitations étaient gérées en Suisse par des agricultrices (4,67% des fermes contre 3% en 2000).

**Augmentation du nombre de fermes dirigées par des femmes en Suisse**  
Evolution en % de 1990 à 2009



## Enseignement

# «Les élèves sont attirés par l'argent facile»

**Le premier prof de Suisse milite pour que l'école sensibilise plus les élèves au monde de la finance et au rapport à l'argent**

**Thierry Delèze** Zurich

Une BMW en leasing à 18 ans, c'est normal? Comment freiner l'endettement des élèves? Quel argent de poche à 12 ans? Nous ne sommes pas à une réunion parents-élèves mais au salon Fonds'2011, à Zurich, le plus grand salon suisse de la finance, qui s'est tenu du 2 au 4 février...

L'un des invités du jour s'appelle Beat W. Zemp, président de l'Association faîtière des enseignants suisses (LCH). Le sujet de son intervention: l'école doit-elle davantage sensibiliser les jeunes sur leur rapport à l'argent et augmenter leurs connaissances économiques et financières? Beat W. Zemp pense que oui: «Aujourd'hui, 40% des jeunes sont endettés et plus d'un jeune sur deux présente des risques d'endettement. Le rapport à l'argent est donc un enjeu majeur de société.» Autre enjeu: la prévoyance. Les jeunes ne sont pas assez sensibilisés à la nécessité de penser à leurs vieux jours et affichent une profonde méconnaissance du système de prévoyance sociale et professionnelle.

## «L'école des années 50»

A la tête du LCH depuis 1990, Beat W. Zemp enseigne encore les maths quelques heures par semaine. Il est bien placé pour savoir que l'école ne peut pas tout résoudre et que les profs, aujourd'hui, sont déjà confrontés à de grosses difficultés. Mais il est convaincu qu'ils ont une carte à



**Beat W. Zemp estime notamment que les jeunes n'épargnent pas suffisamment pour leurs vieux jours...** KEYSTONE

jouer: «Ceux qui peuvent le plus influencer le comportement d'un élève, ce sont les parents, puis les enseignants, et ensuite l'élève lui-même. Cette sensibilisation à l'argent est donc un travail collectif. L'enseignant ne peut pas imposer à l'élève des valeurs contraires à celles de ses parents. Il faut une discussion commune.»

Pour le Bâlois, la situation actuelle est insuffisante. Il sait cependant que dans l'enseignement, le changement prend du temps. En Suisse alémanique, Lehrplan 21, le nouveau programme

commun d'enseignement, constitue à ses yeux un progrès. «C'est déjà mieux, mais ça reste un minimum.» Lehrplan 21 devrait entrer en vigueur en 2014. Devrait, car l'UDC s'y oppose fermement. Et le parti a fait de l'école son nouveau cheval de bataille. «Avec l'UDC, c'est le retour à l'école des années 50», soupire Beat W. Zemp.

En Suisse romande, le programme d'enseignement romand (PER) est lui sous toit. Il entrera en vigueur dans cinq cantons cet été déjà. Président du Syndicat des enseignants romands (SER), Geor-

ges Pasquier partage les préoccupations de son collègue alémanique. «Nous, les adultes, nous nous devons de former des citoyens responsables. Mais nous devons aussi composer avec des programmes déjà très chargés. La sensibilisation au rapport à l'argent doit donc se faire dans une perspective généraliste et interactive, entre parents, élèves et enseignants.» Pour Georges Pasquier, le PER constituera également un progrès, même si le Genevois se dit satisfait de la situation actuelle.

## Succès de la finance

L'un des buts du salon Fonds'2011 était d'augmenter les connaissances du grand public en matière d'investissements et de finance. Pour la deuxième année consécutive, il proposait des ateliers spécifiquement consacrés à la formation et au fonctionnement du monde de la finance. Le succès ne faiblit pas. Cette année encore, la plupart des conférences et présentations ont fait le plein de visiteurs. «L'intérêt est énorme, la plupart des ateliers ont été complets, fréquentés par des personnes de tous âges. Nous avons accueilli une quinzaine de classes. Cette ouverture aux jeunes nous permet de les intéresser à nos activités. Pour eux, c'est aussi l'occasion de développer des connaissances et un esprit critique», souligne Gregor Johnner, organisateur du salon. Parmi les ateliers à succès, on trouve par exemple iconomix ([www.iconomix.ch](http://www.iconomix.ch)), une approche ludique de l'économie proposée par la Banque nationale suisse. La présentation de la Bourse suisse a elle aussi fait le plein, tout comme celle du musée zurichois Money Museum, qui présente une initiation online à l'argent et aux différents types d'investissements ([www.geldtyp.ch](http://www.geldtyp.ch), en anglais et en allemand uniquement).

## UBS attaque en force la Banque nationale suisse

**Le PDG de la première banque helvétique, Oswald Grübel, trouve des alliés dans ses assauts contre l'institut d'émission**

Le duel acharné entre UBS et la Banque nationale suisse (BNS) a repris de plus belle hier dans l'hebdomadaire argovien *Sonntag*. A coup de déclarations-chocs attribuées à Oswald Grübel, le PDG de la première banque helvétique, ou à des insiders non identifiés.

Le président du directoire d'UBS persiste ainsi dans son combat contre toute augmentation des normes en matière de fonds propres pour les banques actives en Suisse. La commission d'experts «Too big to fail» élabore en ce moment un projet de réglementation en ce sens. Oswald Grübel juge «inacceptable» que les établissements suisses puissent être soumis à des conditions plus strictes que celles de leurs concurrents.

Le patron de la BNS, Philipp Hildebrand, aurait répliqué sans tarder lors d'entretiens récents avec des parlementaires fédéraux. «Ne croyez pas les banques!» aurait-il recommandé à cette occasion, selon des fuites dont aurait bénéficié notre confrère.

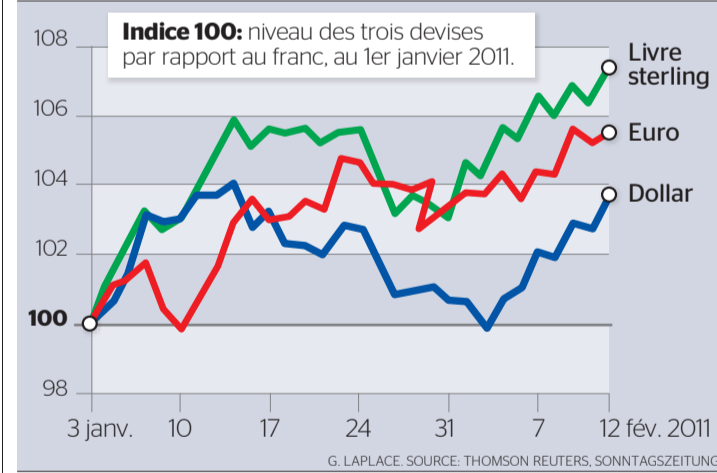
L'institut d'émission aurait en plus insisté sur l'urgence et la dimension des risques à prévenir: «Si une grande banque fait faillite,

cela pourrait coûter un tiers du PIB (produit intérieur brut) à l'Etat. Il demeure en outre absolument possible qu'une grande banque connaisse à nouveau une crise existentielle dans les prochaines décennies.» Comme UBS en 2009.

«Il ne s'agit que de scénarios d'horreur provenant d'un fanatisme religieux», aurait dit au sujet de Philipp Hildebrand un haut manager d'UBS, cité par *Sonntag*. Pour échapper à tout danger de perte de compétitivité, le numéro deux mondial de la gestion de fortune songerait actuellement à la création de filiales là où législations et réglementations s'avèreraient plus favorables aux affaires. Et UBS prévient: «Cela pourrait provoquer la suppression de milliers de postes en Suisse. La taille de notre société se rapprocherait dans ce pays de celle d'une grosse Banque cantonale de Zurich.»

Dans ce débat passionné, Oswald Grübel semble maintenant se trouver des supporters. Vu la passivité de plusieurs Etats en matière de régulation financière, le président du Parti radical suisse, Fulvio Pelli, craint qu'un excès de zèle du législateur n'affaiblisse la place financière helvétique. Le conseiller national démocrate-chrétien soleurois Pirmin Bischof, spécialiste financier, estime que le comportement actuel des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne justifie une flexibilité suffisante dans toute nouvelle disposition. **PRK**

## Un franc un peu moins fort



## Jura

## Projet industriel abandonné

Delémont n'accueillera pas la première usine de raffinage de bioéthanol en Suisse. Le projet de Greenbioenergy, dévisé à 100 millions de francs, tombe à l'eau. Il devait permettre la création de 20 à 25 emplois.

L'information, révélée par le «SonntagsBlick», a été confirmée par Jean-François Gnaegi, porte-parole du projet: «D'une part, la commune de Delémont n'a pas octroyé le permis de construire, posant à chaque fois de nouvelles exigences en matière de sécurité, de l'autre, alcosuisse a renoncé à vendre le terrain.»

Les investisseurs scandinaves à la base du projet ont finalement renoncé. **ATS**

## Zone euro



Dans une interview au journal *Weser Kurier*, aujourd'hui, le président de la Banque centrale européenne, Jean-Claude Trichet, juge impératif de surveiller la compétitivité des pays de la zone euro: «Après les expériences faites pendant la crise, il est pour nous impérativement nécessaire de surveiller la compétitivité des pays, et cela vaut aussi en termes de correction des déséquilibres entre les économies nationales.» **AFP**

## Il a dit

«Nous ne prévoyons aucun vol vers l'Egypte avant la fin de mars. Nous espérons une stabilisation de la situation dans ce pays»

**Peter Rothwell**  
Patron du groupe Kuoni



## Enquêtes

## Avoirs du raïs dans le viseur

Le ministre britannique du Commerce, Vince Cable, estime que les éventuels avoires à l'étranger du président égyptien déchu Hosni Mubarak devaient faire l'objet d'une action internationale concertée: «Je ne savais pas qu'il avait d'énormes biens ici. Une action internationale sur ce sujet s'impose. Cela n'a pas de sens pour un gouvernement d'agir tout seul, mais nous devons absolument nous pencher sur la question. Cela dépend aussi de la manière dont ont été acquis ces avoires.» La Confédération a déjà décidé vendredi de geler «avec effet immédiat» les actifs que le raïs et son entourage pourraient détenir en Suisse. **AFP**

## Frontaliers aux aguets

Les 140 000 frontaliers actifs en Suisse (92 000 à Genève) sont aux aguets. Les patrons de grands exportateurs helvétiques retiennent leur souffle. Comme Nick Hayek à la tête de Swatch Group et Daniel Vasella de Novartis. L'euro, le dollar et la livre sterling se sont raffermis par rapport au franc depuis le début de l'année (voir infographie). Cette tendance a déjà augmenté de 9,6 milliards de francs la valeur des réserves de devises de la BNS, selon la *SonntagsZeitung*.

Le président de la direction générale de l'institut d'émission, Philipp Hildebrand, avait subi de virulentes critiques après l'annonce des résultats de l'exercice écoulé, le 14 janvier: une perte de 21 milliards de

francs, provoquée par des interventions peu fructueuses sur le marché des changes. La monnaie unique a fini l'année à 1,24 franc et le billet vert à 94 centimes.

Mais la nouvelle année commence bien. D'autant plus lorsque l'on songe aux immenses incertitudes géopolitiques du moment. Ce facteur dissuade cependant tout optimisme à long terme. Après le franc fort, un autre dilemme menace en plus les responsables de la BNS.

La surchauffe sévissant sur le marché immobilier devrait bientôt nécessiter une élévation des taux directeurs. Au plus tard d'ici à décembre. Et cette opération risque fort de pousser à nouveau le cours du franc vers le haut. **PRK**